

**Council of Europe**  
**Conseil de l' Europe**



# Charte Européenne de l'aménagement du territoire

Charte de Torremolinos

# European regional/ spatial planning Charter

Torremolinos Charter

Aménagement du Territoire Européen  
European regional/spatial planning

Strasbourg

**CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES  
RESPONSABLES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**EUROPEAN CONFERENCE OF MINISTERS  
RESPONSIBLE FOR REGIONAL PLANNING**

**CHARTRE EUROPEENNE  
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**- Charte de Torremolinos -**

*adoptée le 20 mai 1983 à Torremolinos (Espagne)*

**EUROPEAN REGIONAL/SPATIAL  
PLANNING CHARTER**

**- Torremolinos Charter -**

*adopted on 20 May 1983 at Torremolinos (Spain)*

## **PREFACE**

*La 6e Conférence des Ministres européens responsables de l'Aménagement du Territoire tenue à Torremolinos en mai 1983 est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de l'aménagement du territoire au plan européen.*

*En effet, c'est au cours de la 6e CEMAT qu'a été adoptée la Charte européenne de l'Aménagement du Territoire, véritable œuvre de pionnier en matière de planification de l'espace européen. Par la suite, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a repris intégralement le texte de la Charte dans une de ses Recommandations aux Etats membres.*

*Après la Charte européenne du patrimoine architectural, la Charte du soi et celle de l'eau promulguées au cours des dernières années par le Conseil de l'Europe, la Charte européenne de l'Aménagement du Territoire constitue un texte fondamental qui, pour la première fois, définit sur le plan européen les grands objectifs qui devraient orienter les politiques d'aménagement du territoire, d'amélioration du cadre de vie et d'organisation des activités humaines dans l'espace physique de notre continent.*

*Cette Charte complète la liste des textes généraux du Conseil de l'Europe, son objectif étant de définir les lignes directrices pour les politiques nationales et européennes contribuant à un développement régional équilibré en Europe et assurant aux Européens un environnement sain et de haute qualité.*

*A n'en pas douter, la Charte aura des effets à long terme sur l'évolution de la société en Europe en donnant de nouvelles impulsions à la coopération internationale, à la prise de conscience d'une identité commune et ainsi au renforcement de nos efforts pour l'unification européenne.*

*Franz KARASEK  
Secrétaire Général  
du Conseil de l'Europe*

## **PREAMBULE**

*Les Ministres européens responsables de l'Aménagement du Territoire, réunis dans le cadre de leur 6e session organisée sous l'égide du Conseil de l'Europe, considérant que :*

*- l'aménagement du territoire constitue un instrument important dans l'évolution de la société en Europe et que l'intensification de la coopération internationale dans ce domaine est une contribution substantielle au renforcement de l'identité européenne ;*

*- la coopération dans ce domaine nécessite une analyse des conceptions nationales, régionales et locales en matière d'aménagement du territoire pour arriver à l'adoption de principes communs visant en particulier à réduire les disparités régionales et pour parvenir ainsi à une meilleure conception générale de l'utilisation et de l'organisation de l'espace, de la répartition des activités, de la protection de l'environnement et de l'amélioration de la qualité de la vie ;*

*- les profondes modifications intervenues dans les structures économiques et sociales des pays européens et leurs relations avec d'autres parties du monde, exigent une remise en cause des principes régissant l'organisation de l'espace afin d'éviter qu'ils soient entièrement déterminés par des objectifs économiques à court terme, sans prendre en considération de façon appropriée les aspects sociaux, culturels et ceux de l'environnement ;*

*- les objectifs de l'aménagement du territoire nécessitent des critères nouveaux d'orientation et d'utilisation du progrès technique, conformes aux exigences économiques et sociales ;*

*- tous les citoyens européens doivent avoir la possibilité de participer, dans un cadre institutionnel approprié, à la mise en place et à l'application de toutes mesures d'aménagement du territoire ;*

**adoptent la présente Charte**

*et la présentent à la population ainsi qu'aux responsables politiques aux niveaux local, régional, national et international.*

## **LA NOTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

*L'aménagement du territoire est l'expression spatiale des politiques économique, sociale, culturelle et écologique de toute société.*

*Il est à la fois une discipline scientifique, une technique administrative et une politique conçue comme une approche interdisciplinaire et globale tendant à un développement équilibré des régions et à l'organisation physique de l'espace selon une conception directrice.*

### **Sa dimension européenne**

*L'aménagement du territoire contribue à une meilleure organisation du territoire européen et à la recherche des solutions aux problèmes dépassant le cadre national et vise ainsi à créer un sentiment d'identité commune en tenant compte des relations nord/sud et est/ouest.*

### **Ses caractéristiques**

*L'homme et son bien-être ainsi que son interaction avec l'environnement sont au centre de toute préoccupation de l'aménagement du territoire, dont le but est de lui offrir un cadre et une qualité de vie assurant l'épanouissement de sa personnalité dans un environnement organisé à l'échelle humaine.*

*L'aménagement du territoire doit être démocratique, global, fonctionnel et prospectif :*

- démocratique:** *il doit être conduit de manière à assurer la participation des populations concernées et de leurs représentants politiques*
- global:** *il vise à assurer la coordination des différentes politiques sectorielles et leur intégration dans une approche globale*
- fonctionnel:** *il doit tenir compte de l'existence des consciences régionales fondées sur des valeurs, une culture et des intérêts communs et ceci parfois au-delà des frontières administratives et territoriales, tout en tenant compte des réalités constitutionnelles des différents pays*
- prospectif:** *il doit analyser les tendances et les développements à long terme des Phénomènes et interventions économiques, écologiques, sociaux, culturels et de l'environnement et en tenir compte dans son application*

### **Son application**

*L'aménagement du territoire doit prendre en considération l'existence d'une multitude de décideurs individuels et institutionnels influençant l'organisation du territoire, le caractère aléatoire de toute étude prospective, les contraintes du marché, les particularités des systèmes administratifs, la diversité des conditions socio-économiques et de l'environnement.*

*Il doit cependant viser à concilier ces influences de la façon la plus harmonieuse possible.*

## **LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX**

*L'aménagement du territoire poursuit parallèlement :*

### **Le développement socio-économique équilibré des régions**

*En tenant compte des processus économiques qui concernent l'Europe entière, des spécificités régionales et de l'importance du rôle des axes de développement et des réseaux de communication, il doit contrôler la croissance des régions congestionnées ou de celles connaissant une évolution trop rapide, encourager le développement des régions présentant un certain retard, maintenir ou adapter les infrastructures indispensables pour un nouvel essor des régions en déclin ou menacées par de graves problèmes d'emploi, notamment par les migrations de main-d'œuvre au plan européen. Les régions périphériques qui ont des exigences spécifiques et disposant d'un potentiel structurel de rééquilibrage socio-économique doivent être mieux raccordées aux centres industriels et économiques de l'Europe.*

### **L'amélioration de la qualité de la vie**

*Il favorise l'amélioration du cadre de vie quotidien, qu'il s'agisse du logement, du travail, de la culture, des loisirs ou encore des relations au sein des communautés humaines et l'accroissement du bien-être de chacun par la création d'emplois et d'équipements économiques, sociaux et culturels répondant aux aspirations des différentes couches de la population dont il assure, par le choix de leur localisation, une utilisation optimale.*

### **La gestion responsable des ressources naturelles et la protection de l'environnement**

*En promouvant des stratégies qui réduisent au maximum les conflits entre les besoins croissants en ressources naturelles et la nécessité de leur conservation, il vise à assurer une gestion responsable du cadre naturel, des ressources du sol et du sous-sol, de l'air et des eaux, des ressources énergétiques, de la faune et de la flore, en accordant une attention particulière aux beautés naturelles et au patrimoine culturel et architectural,*

### **L'utilisation rationnelle du territoire**

*En poursuivant les objectifs définis ci-dessus, il vise à maîtriser en particulier l'implantation, l'organisation et le développement des grands complexes urbains et industriels, des grandes infrastructures et à assurer la protection des terres agricoles et forestières. Cet aménagement physique doit nécessairement s'accompagner d'une politique foncière afin de rendre possible la réalisation d'objectifs d'intérêt général,*

## **MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

*La réalisation des objectifs de l'aménagement du territoire est essentiellement une tâche politique.*

*De nombreux organismes privés et publics contribuent à développer ou à modifier l'organisation de l'espace. L'aménagement du territoire traduit une volonté d'intégration et de coordination à caractère interdisciplinaire et de coopération entre les autorités concernées.*

### ***Il assure la coordination entre les différents secteurs***

*Cet effort de synthèse doit concerner essentiellement la répartition de la population, des activités économiques, de l'habitat, des équipements collectifs et des sources d'énergie ; les transports, l'approvisionnement en eau et l'assainissement des eaux usées ; l'élimination des bruits et des déchets, la protection de l'environnement, des richesses et ressources naturelles, historiques et culturelles.*

### ***Il organise la coordination et la coopération entre les divers niveaux de décision et la péréquation des moyens financiers***

*Il convient de faire en sorte que les diverses autorités concernées par la politique de l'aménagement du territoire soient dotées de compétences de décision et d'exécution ainsi que des moyens budgétaires suffisants. En vue d'assurer une coordination optimale entre le niveau local, régional, national et européen, aussi en ce qui concerne la coopération transfrontalière, ces autorités doivent tenir compte dans leur action des mesures prises ou prévues à l'échelon inférieur ou supérieur et par conséquent s'informer réciproquement et de manière régulière,*

***Au niveau local*** : coordination des plans d'aménagement des pouvoirs locaux devant tenir compte des intérêts de l'aménagement régional et national.

***Au niveau régional*** : cadre le mieux approprié pour la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire : coordination entre les instances régionales elles-mêmes, les instances locales, nationales et entre régions de pays voisins.

***Au niveau national*** : coordination des différentes politiques d'aménagement du territoire et des aides aux régions et concertation entre les objectifs nationaux et régionaux.

***Au niveau européen*** : coordination des politiques d'aménagement du territoire en vue de réaliser les objectifs d'importance européenne et un développement général équilibré.

### ***Participation de la population***

*Toute politique d'aménagement du territoire quel que soit son niveau doit être basée sur la participation active du citoyen. Il est indispensable qu'il soit informé de manière claire et compréhensible à tous les stades du processus de planification et dans le cadre des structures et procédures institutionnelles.*

## **LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION EUROPEENNE**

*La Conférence européenne des Ministres responsables de l'Aménagement du Territoire (CEMAT) constitue l'instrument politique privilégié de coopération et d'initiative au niveau de l'Europe.*

*Elle intensifiera ses relations avec les instances du Conseil de l'Europe et de la Communauté Européenne, ainsi qu'avec les Organisations intergouvernementales concernées. Elle présentera à l'Assemblée Parlementaire et à la Conférence Permanente des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe des rapports périodiques sur le progrès de la coopération européenne dans ce domaine.*

*Outre l'organisation et l'intensification de la coopération entre des Etats, elle devra promouvoir la coopération dans les principaux secteurs techniques de l'aménagement du territoire, tels que la recherche prospective, les statistiques régionales, la cartographie et la terminologie. Elle devra se doter des instruments scientifiques, administratifs, techniques et financiers indispensables pour l'accomplissement de ses tâches et notamment pour l'établissement d'un schéma européen d'aménagement du territoire.*

\*  
\*                      \*

*Les Ministres demandent que toutes les institutions, administrations ou organisations traitant les problèmes d'aménagement du territoire tiennent compte, dans leurs travaux, du contenu de la Charte.*

*La Charte pourra être révisée en vue de l'adapter aux exigences de la société européenne.*

*Les Ministres s'engagent à recommander à leurs gouvernements de tenir compte des principes et objectifs énoncés dans la Charte et à développer la coopération internationale en vue d'un véritable aménagement du territoire européen.*



## ANNEXE

### LES OBJECTIFS PARTICULIERS

*Tous les principes énoncés dans Ici présente Charte ont déjà été mis en lumière dans les travaux de la Conférence européenne des Ministres responsables de l'Aménagement du Territoire sur les régions rurales, urbaines, frontalières, de montagne, côtières et insulaires.*

**1. Les régions rurales** ayant une fonction agricole prioritaire ont un rôle important à accomplir. Il est indispensable de créer des conditions de vie acceptables à la campagne tant sur le plan économique, social, culturel, écologique qu'en matière d'infrastructures et d'équipements, tout en distinguant les régions rurales sous-développées et périphériques de celles situées à proximité des grandes concentrations urbaines.

*Dans ces zones, le développement de l'armature urbaine, des structures socioéconomiques et des transports doit toutefois tenir compte, dans tous les domaines, de leurs fonctions particulières et notamment des mesures de conservation et d'aménagement du paysage.*

**2. Les régions urbaines** participent particulièrement au développement de l'Europe et posent généralement le problème de la maîtrise de leur croissance.

*Une structure urbaine équilibrée nécessite la mise en œuvre méthodique de plans d'occupation des sols et d'application de mesures d'orientation du développement des activités économiques au bénéfice des conditions de vie des habitants des villes.*

*Une attention particulière doit être portée à l'amélioration des conditions de vie, à la promotion des transports en commun ainsi qu'aux mesures freinant la fuite des habitants du centre vers la périphérie des villes.*

*La mise en valeur du patrimoine n'architectural, des monuments et des sites doit être intégrée dans une politique générale d'aménagement du territoire et urbaine.*

**3. Les régions frontalières** ont, plus que toutes autres, besoin d'une politique de coordination entre les Etats. Cette politique doit veiller à l'ouverture des frontières, à l'institution des procédures de consultation et de coopération transfrontalière et à l'utilisation commune des équipements d'infrastructure. Les Etats doivent faciliter les contacts directs entre les régions et les collectivités locales concernées en application de la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales afin de promouvoir des contacts de plus en plus étroits entre les populations concernées.

*Dans les régions frontalières, aucun projet qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour l'environnement des Etats voisins ne devrait être réalisé sans consultation préalable de ces Etats.*

**4. Les régions de montagne** : étant donné l'importance des fonctions que les régions de montagne assurent aux niveaux écologique, économique, social, culturel, agricole et en tant que réserve de ressources naturelles ainsi que les multiples contraintes qu'elles subissent dans ces domaines, une place spécifique et adéquate doit être réservée dans la politique d'aménagement du territoire à la conservation et au développement de ces régions.

**5. Les régions présentant des faiblesses de structures** et dont les conditions de vie et de travail ont peu progressé notamment pour des raisons historiques ou qui risquent de rester en retard à la suite de changements de leur base économique ont besoin d'une aide particulière qui tienne compte des disparités qui existent entre les conditions de vie et de travail à l'intérieur des différents Etats.

**6. Les régions en déclin** : des politiques spécifiques doivent être développées en faveur des régions dont l'activité économique s'est fortement ralentie suite à la restructuration industrielle et au vieillissement des équipements très souvent monostructurels et de leurs infrastructures, situation renforcée par la concurrence mondiale résultant de la nouvelle division internationale du travail.

**7. Les régions côtières et les îles** : le développement du tourisme de masse en Europe et des transports ainsi que l'industrialisation des zones côtières, des îles et de la mer nécessitent des politiques spécifiques pour ces régions en vue de leur assurer un développement équilibré et une urbanisation coordonnée en tenant compte des exigences dictées par la protection de l'environnement naturel et des caractéristiques régionales. Il doit être tenu compte du rôle et des fonctions particulières de ces régions dans le rapport mer/terre ainsi que des potentialités des liaisons du transport maritime.

## **PREFACE**

*The 6th Conference of European Ministers responsible for Regional Planning held at Torremolinos in May 1983 constitutes a landmark in the history of regional/spatial planning at European level.*

*The highlight of the Conference was the adoption of the European Regional/Spatial Planning Charter, a pioneering venture in the sphere of European*

*spatial planning. The Charter has since been incorporated in full by the Committee of Ministers of the Council of Europe in a Recommendation to member States.*

*Following on from the European Architectural Heritage Charter, the Soil Charter and the Water Charter promulgated in recent years by the Council of Europe, the European Regional Planning Charter defines, for the first time, the major Europe-wide objectives that should underlie policies for spatial planning, improvement of the quality of life, and the organisation of human activities in the physical space of Europe.*

*This Charter forms an addition to the Council of Europe texts of general scope. It seeks to set guidelines for national and European policies which contribute to balanced regional development and afford Europeans a healthy environment of high quality*

*There can be no doubt that the Charter will have a long-term impact on European society by imparting fresh impetus to European co-operation, enhancing awareness of a common identity and so lending greater force to our efforts towards European unification.*

*Franz KARASEK  
Secretary General  
of the Council of Europe*

## **PREAMBLE**

*The European Ministers responsible for Regional Planning, meeting at their 6th session organised under the auspices of the Council of Europe, considering that:*

*- regional/spatial planning is an important instrument in the evolution of European society and that the intensification of international co-operation in this field represents a substantial contribution towards a stronger European identity;*

*- co-operation in this field calls for an analysis of notional, regional and local development concepts with a view to the adoption of common principles, designed particularly to reduce regional disparities and to reach a deeper insight into the use and organisation of space, the distribution of activities, the protection of the environment and the improvement of the quality of life;*

*- the profound changes brought about in the economic and social structures of the countries of Europe and their relations with other parts of the world demand a critical review of the principles governing the organisation of space, to avoid their being wholly determined by short-term economic objectives without taking into consideration social, cultural and environmental aspects;*

*- the objectives of regional/spatial planning need new criteria for the orientation and the use of technical progress, in conformity with economic and social requirements;*

*- all European citizens should be enabled to participate, in a suitable institutional framework, in the introduction and application of regional/spatial planning measures;*

### **adopt this Charter**

*and present it to the people as well as to policy decision-makers at local, regional, national and international level.*

## **THE CONCEPT OF REGIONAL/SPATIAL PLANNING**

*Regional/spatial planning gives geographical expression to the economic, social, cultural and ecological policies of society.*

*It is at the same time a scientific discipline, an administrative technique and a policy developed as an interdisciplinary and comprehensive approach directed towards a balanced regional development and the physical organisation of space according to an overall strategy.*

### **Its European dimension**

*Regional/spatial planning contributes to a better spatial organisation in Europe and to the finding of solutions for problems which go beyond the national framework and thus aims to create a feeling of common identity, having regard to North/South and East/West relations.*

### **Its characteristics**

*Man and his well-being as well as his interaction with the environment are the central concern of regional/spatial planning, its aims being to provide each individual with an environment and quality of life conducive to the development of his personality in surroundings planned on a human scale.*

*Regional/spatial planning should be democratic, comprehensive, functional and oriented towards the longer term:*

**democratic:** *it should be conducted in such a way as to ensure the participation of the people concerned and their political representatives*

**comprehensive:** *it should ensure the co-ordination of the various sectoral policies and integrate them in an overall approach*

**functional:** *it needs to take account of the existence of regional consciousness based on common values, culture and interests sometimes crossing administrative and territorial boundaries, while taking account of the institutional arrangements of the different countries*

**long-term oriented:** *it should analyse and take into consideration the long-term trends and developments of economic, social, cultural, ecological and environmental phenomena and interventions*

### **Its operation**

*Regional/spatial planning must take into consideration the existence of a multitude of individual and institutional decision-makers which influence the organisation of space, the uncertainty of all forecasting studies, the market pressures, the special features of administrative systems and the differing socio-economic and environmental conditions.*

*It must however strive to reconcile these influences in the most harmonious way possible.*

## **THE FUNDAMENTAL OBJECTIVES**

*Regional/spatial planning seeks at one and the same time to achieve*

### **Balanced socio-economic development of the regions**

*Taking into consideration the economic processes affecting Europe as a whole, the specific regional characteristics and the important role of development axes and communication networks, it should control the growth of regions which are congested or developing too fast, encourage the development of backward regions, and maintain or adapt the infrastructures that are essential to the stimulation of economic recovery in declining regions or those threatened with serious employment problems particularly through manpower migration at European level. Peripheral areas which have special requirements and structural potential for socio-economic rebalancing should be better linked up to the industrial and economic centres of Europe.*

### **Improvement of the quality of life**

*It encourages improvement in the quality of everyday life, in respect of housing, work, culture, leisure or relationships within human communities, and the enhancement of the well-being of each individual through the creation of jobs and the provision of economic, social and cultural amenities which meet the aspirations of different sections of the population and which are sited in places where they will be used to the optimum.*

### **Responsible management of natural resources and protection of the environment**

*By promoting strategies to minimise conflicts between the growing demand for natural resources and the need to conserve them, it seeks to ensure responsible management of the environment, the resources of land, subsoil, air, water, energy resources, fauna and flora, paying special attention to areas of natural beauty and to the cultural and architectural heritage.*

### **Rational use of land**

*In pursuit of the above defined objectives, it is concerned in particular with the location, organisation and development of large urban and industrial complexes, major infrastructures, and the protection of agricultural and forestry land. Every regional/spatial planning policy must be necessarily accompanied by a land-use policy in order to make it possible to achieve objectives which are in the public interest.*

## **IMPLEMENTATION OF REGIONAL/SPATIAL PLANNING OBJECTIVES**

*The achievement of regional/spatial planning objectives is essentially a political matter.*

*Many private and public agencies contribute by their actions to developing and changing the organisation of space. Regional/spatial planning reflects the desire for interdisciplinary integration and co-ordination and for co-operation between the authorities involved.*

### **It seeks co-ordination between the various sectors**

*This effort for co-ordination concerns mainly the distribution of population, economic activities, habitat, public facilities and power supplies transport; water supply and purification; noise prevention and waste disposal protection of the environment and of natural, historical, cultural assets and resources.*

### **It facilitates co-ordination and co-operation between the various levels of decision-making and the equalisation of financial resources**

*The various authorities involved in regional/spatial planning policy need to be given the power to take and carry out decisions, as well as adequate financial means. In order to ensure optimal co-ordination between local, regional, national and European levels, also as regards transfrontier co-operation, their action must always take into account any measures introduced or planned at the level above or below their own and, consequently, they must keep one another regularly informed.*

**At local level:** *co-ordination of local authority development plans, having regard to the essential interests of regional and national planning.*

**At regional level:** *the most appropriate level at which to pursue a*

*regional/spatial planning policy, co-ordination between the regional authorities themselves and local and national authorities as well as between regions of neighbouring countries.*

**At national level:** *co-ordination of different regional/spatial planning policies and regional aid arrangements as well as harmonisation of the national and regional objectives.*

**At European level:** *co-ordination of regional/spatial planning policies in order to achieve objectives of European importance and general balanced development.*

### **Public participation**

*Any regional/spatial planning policy, at whatever level, must be based on active citizen participation. It is essential that the citizen be informed clearly and in a comprehensive way at all stages of the planning process and in the framework of institutional structures and procedures.*

## **STRENGTHENING EUROPEAN CO-OPERATION**

*The European Conference of Ministers responsible for Regional Planning (CEMAT) constitutes the ideal political instrument for co-operation and initiative at European level.*

*It will intensify relations with the bodies of the Council of Europe and the European Community, as well as with the relevant intergovernmental organisations. It will present regular progress reports on European co-operation in this field to the Parliamentary Assembly and the Standing Conference of Local and Regional Authorities of Europe.*

*Besides organising and intensifying political co-operation between states, it will promote co-operation in the main technical planning fields such as long-range forecasting, regional statistics, cartography and terminology. It must acquire the scientific, administrative, technical and financial tools essential to the pursuit of its aims, in particular by drawing up a European regional planning concept.*

\*  
\*                      \*

*The Ministers ask all institutions, administrations and organisations dealing with regional planning problems to have regard in their work to the contents of the Charter.*

*The Charter can be revised with a view to adapting it to the needs of European society.*

*The Ministers undertake to recommend to their respective governments that the principles and aims set forth in the Charter be taken into consideration and that the international co-operation be promoted with a view to achieving real European planning.*



## **APPENDIX**

### **SPECIFIC OBJECTIVES**

*All principles set down in the present Charter have already been developed in the work of the European Conference of Ministers responsible for Regional Planning on rural, urban, frontier, mountain and coastal areas and on islands.*

**1. Rural areas** with a primarily agricultural function have a fundamental role to play. It is essential to create acceptable living conditions in the countryside, as regards all economic, social, cultural and ecological aspects as well as infrastructures and amenities, while distinguishing between under-developed and peripheral rural regions and those close to large conurbations.

*In such areas the development of the urban framework, of social and economic structures and of transport must take account, in all spheres, of their specific functions and in particular of the conservation and management of the natural landscape.*

**2. Urban areas** contribute greatly to the development of Europe and usually present the problem of controlling their growth.

*A balanced urban structure requires the systematic implementation of plans for land use and the application of guidelines for the development of economic activities for the benefit of the living conditions of town dwellers.*

*Special attention should be paid to the improvement of living conditions, the promotion of public transport and to all measures to curb the excessive movement of population away from the town centres to the periphery.*

*The rehabilitation of the architectural heritage, monuments and sites must be an integral part of an overall town and country planning policy.*

**3. Frontier areas**, more than all others, need a policy of co-ordination between states. The purpose of such a policy is to open up the frontiers and institute transfrontier consultation and co-operation and joint use of infrastructure facilities. States should facilitate direct contacts between the regions and localities concerned in accordance with the European Outline Convention on transfrontier co-operation between territorial authorities in order to promote increasingly close contacts between the populations concerned.

*In the frontier areas, no project which could have harmful consequences for the environment of neighbouring countries should be carried out without previous consultation of those states.*

**4. Mountains areas:** *in view of the importance of these areas for the ecological, economic, social, cultural and agricultural functions they fulfil and their value as depositories of natural resources, and of the many constraints from which they suffer in these fields of activity, spatial management policy must give special and suitable consideration to the preservation and development of mountain regions.*

**5. Regions with structural weaknesses** *where living and working conditions have made little progress, particularly for historical reasons, or which could be left behind by changes in their economic base, need special assistance related to the disparities which exist between living and working conditions within the various states.*

**6. Regions in decline:** *specific policies should be developed in favour of regions where economic activity has strongly slowed down following industrial restructuring and ageing of their infrastructure and of their industrial equipment, very often monostructured. This situation is accelerated by the worldwide competition resulting from the new international division of labour.*

**7. Coastal areas and islands:** *the development of mass tourism and transport in Europe and the industrialisation of coastal areas, islands and the sea, demand specific policies for these regions in order to ensure their balanced development and co-ordinated urbanisation, bearing in mind the requirements of environmental conservation and regional characteristics. Regard must be given to the specific role and functions of coastal areas in the land-sea relationship and of sea-transport possibilities.*